

文 卷 三



明治三十九年九月一日御受

主務 政務局

通分五十五通

受第10026

玉際和法上ノ事件ニ関スル玉同監
念約及別約ニ係ル國ノ不入タル件

去ル年、百九十九年十月十四日及千九百九十七年
五月二十日、海牙府ニ於テ、白身家、西班牙、
佛系西、伊太利、リエウゼブルグ、和系、葡
萄牙、及瑞西、百、瑞、瑞、瑞、瑞、瑞、瑞、
諾成、和、和、和、和、和、和、和、和、和、和、
子、子、子、子、子、子、子、子、子、子、子、子、
并、并、并、并、并、并、并、并、并、并、并、并、
及、及、及、及、及、及、及、及、及、及、及、及、
カ、カ、カ、カ、カ、カ、カ、カ、カ、カ、カ、カ、
於、於、於、於、於、於、於、於、於、於、於、於、

次
事
1
並

L'un de ces Etats, qui seront demandeurs, ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces Etats.

Art. 12. — Les condamnations aux frais et dépens du procès, prononcées dans un des Etats contractants contre le demandeur ou l'intervenant dispensés de la caution ou du dépôt, en vertu, soit de l'article 11, soit de la loi de l'Etat où l'action est intentée, seront rendues exécutoires dans chacun des autres Etats contractants par l'autorité compétente, d'après la loi du pays.

Art. 13. — L'autorité compétente se bornera à examiner :

1^o si, d'après la loi du pays où la condamnation a été prononcée, l'expédition de la décision réunit les conditions nécessaires à son authenticité ;

2^o si, d'après la même loi, la décision est passée en force de chose jugée.

Z. ASSISTANCE JUDICIAIRE GRATUITE.

Art. 14. — Les ressortissants de chacun des Etats contractants seront admis dans tous les autres Etats contractants au bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite, comme les nationaux eux-mêmes, en se conformant à la législation de l'Etat où l'assistance judiciaire gratuite est réclamée.

Art. 15. — Dans tous les cas, le certificat ou la déclaration d'indigence doit être délivré ou reçu par les autorités de la résidence habituelle de l'étranger, ou, à défaut de celle-ci, par les autorités de sa résidence actuelle.

Si le requérant ne réside pas dans le pays où la demande est formée, le certificat ou la déclaration d'indigence sera légalisé gratuitement par un agent diplomatique ou consulaire du pays où le document doit être produit.

Art. 16. — L'autorité compétente pour délivrer le certificat ou recevoir la déclaration d'indigence pourra prendre des renseignements sur la situation de fortune du requérant auprès des autorités des autres Etats contractants.

L'autorité chargée de statuer sur la demande d'assistance judiciaire gratuite conserve, dans les limites de ses attributions, le droit de contrôler les certificats, déclarations et renseignements qui lui sont fournis.

c. CONTRAINTE PAR CORPS.

Art. 17. — La contrainte par corps, soit comme moyen d'exécution, soit comme mesure simplement conservatoire, ne pourra pas, en matière civile ou commerciale, être appliquée aux étrangers appartenant à un des Etats contractants dans les cas où elle ne serait pas applicable aux ressortissants du pays.

DISPOSITIONS FINALES.

I. La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront déposées à La Haye le plus tôt possible.

II. Elle aura une durée de cinq ans à partir de la date du dépôt des ratifications.

III. Elle sera renouvelée tacitement de cinq ans en cinq ans, sans dénonciation, dans un délai de six mois avant l'expiration de ce terme par l'une des hautes parties contractantes.

La dénonciation ne produira son effet qu'à l'égard du ou des pays qui l'auraient notifiée. La convention restera exécutoire pour les autres Etats.

IV. Le protocole d'adhésion à la présente convention pour les puissances qui ont pris part à la conférence de La Haye de juin-juillet 1894, restera ouvert jusqu'au 1^{er} janvier 1898.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 14 novembre 1896, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Etats signataires ou adhérents.

(Sivent les signatures.)

PROTOCOLE ADDITIONNEL.

Les gouvernements de Belgique, d'Espagne, de France, d'Italie, de Luxembourg, des Pays-Bas, de Portugal, de Suisse, Etats signataires de la convention de droit international privé du 14 novembre 1896, et de Suède et de Norvège, Etats adhérents à cette convention, ayant jugé opportun de compléter la dite convention, les soussignés, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ad Art. 11. — Il est bien entendu que les nationaux d'un des Etats contractants, qui aurait conclu avec un autre de ces Etats une convention spéciale après laquelle la condition de domicile, contenue dans l'article 11, ne serait pas requise, seront, dans les cas prévus par cette convention spéciale, dispensés, dans l'Etat avec lequel elle a été conclue, de la caution et du dépôt mentionnés à l'article 11, même s'ils n'ont pas leur domicile dans un des Etats contractants.

ad Art. I et II des dispositions finales. — Le dépôt des ratifications pourra avoir lieu dès que la majorité des Hautes Parties contractantes sera en mesure de le faire et il en sera dressé un procès-verbal, dont une copie, certifiée conforme, sera remise par la voie diplomatique à tous les Etats contractants.

La présente convention entrera en vigueur quatre semaines après la date du dit procès-verbal.

Le terme de cinq ans visé à l'art. II, commencera à courir de cette date, même pour les puissances qui auront fait le dépôt après cette date.

ad Art. III des dispositions finales. — Les mois, à sauf dénonciation dans un délai de six mois avant l'expiration, etc., seront entendus dans ce sens, que la dénonciation doit avoir lieu au moins six mois avant l'expiration.

Le présent protocole additionnel fera partie intégrante de la convention et sera ratifié en même temps que celle-ci.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole additionnel et l'ont revêtue de leurs sceaux.

Fait à La Haye, le 22 mai 1897, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du gouvernement des Pays-Bas et dont des copies, certifiées conformes, seront remises par la voie diplomatique aux Etats signataires ou adhérents.

(Sivent les signatures.)

不
ル
に
損
外
敷
し
と
く
の
三
件
抄
用
字
紙
等
切
換
紙
成
等
を
行
ふ
事
由
具
し
申
上
す
に
由
り
臨
時
代
理
使
杉
部
守
正
外
務
大
臣
倉
本
周
郎
殿

千八百九十七年十一月廿五日及千八百九十七年五月廿一日海牙府、於、白、耳、義、外、七、本

加藤外務大臣

吉田隆博代理

五三原

第七〇號

總務局長 政務局長

明治三十三年十一月廿三日發遣

主任

Le Bulletin des lois (32 99) publie le protocole d'adhésion de la Russie à la Convention et à l'Acte additionnel conclus à La Haye le 2 (14) novembre 1896 et le 10 (22) mai 1897 entre la Belgique, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse, et auxquels ont adhéré ensuite (en 1897) aussi la Suède et la Norvège, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark et la Roumanie. — Convention et Acte additionnel relatifs à l'établissement de règles communes concernant plusieurs matières du droit international privé. Voici la teneur de cette Convention et de cet Acte additionnel, qui ont été ratifiés par S. M. l'Empereur le 24 février 1899 :

COMMUNICATION D'ACTES JUDICIAIRES OU EXTRA-JUDICIAIRES :

Art. 1^{er}. — En matière civile ou commerciale, les significations d'actes à destination de l'étranger se feront dans les Etats contractants sur la demande des officiers du ministère public ou des tribunaux d'un de ces Etats, adressée à l'autorité compétente d'un autre de ces Etats.

La transmission se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Art. 2. — La signification sera faite par les soins de l'autorité requise. Elle ne pourra être refusée que si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait être faite, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 3. — Pour faire preuve de la signification, il suffira d'un récépissé daté et légalisé ou d'une attestation de l'autorité requise, constatant le fait et la date de la signification.

Le récépissé ou l'attestation sera transcrit sur l'un des doubles de l'acte à signifier ou annexé à ce double, qui aurait été transmis dans ce but.

Art. 4. — Les dispositions des articles qui précèdent ne s'opposent pas :

- 1° à la faculté d'adresser directement, par la voie de la poste, des actes aux intéressés se trouvant à l'étranger ;
- 2° à la faculté pour les intéressés de faire faire des significations directement par les soins des officiers ministériels ou des fonctionnaires compétents du pays de destination ;
- 3° à la faculté pour chaque Etat de faire faire, par les soins de ses agents diplomatiques ou consulaires, les significations destinées à l'étranger.

Dans chacun de ces cas, la faculté prévue n'existe que si les lois des Etats intéressés ou les conventions intervenues entre eux l'autorisent.

COMMISSIONS ROGATOIRES.

Art. 5. — En matière civile ou commerciale, l'autorité judiciaire d'un Etat contractant pourra, conformément aux dispositions de sa législation, s'adresser par commission rogatoire à l'autorité compétente d'un autre Etat contractant, pour lui demander de faire, dans son ressort, soit un acte d'instruction, soit d'autres actes judiciaires.

Art. 6. — La transmission des commissions rogatoires se fera par la voie diplomatique, à moins que la communication directe ne soit admise entre les autorités des deux Etats.

Si la commission rogatoire n'est pas rédigée dans la langue de l'autorité requise, elle devra, sauf entente contraire, être accompagnée d'une traduction, faite dans la langue convenue entre les deux Etats intéressés, et certifiée conforme.

Art. 7. — L'autorité judiciaire à laquelle la commission est adressée, sera obligée d'y satisfaire. Toutefois elle pourra se refuser à y donner suite :

- 1° si l'authenticité du document n'est pas établie ;
- 2° si dans l'Etat requis, l'exécution de la commission rogatoire ne rentre pas dans les attributions du pouvoir judiciaire.

En outre, cette exécution pourra être refusée, si l'Etat, sur le territoire duquel elle devrait avoir lieu, la juge de nature à porter atteinte à sa souveraineté ou à sa sécurité.

Art. 8. — En cas d'incompétence de l'autorité requise, la commission rogatoire sera transmise d'office à l'autorité judiciaire compétente du même Etat, suivant les règles établies par la législation de celui-ci.

Art. 9. — Dans tous les cas où la commission rogatoire n'est pas exécutée par l'autorité requise, celle-ci en informera immédiatement l'autorité requérante, en indiquant, dans le cas de l'article 7, les raisons pour lesquelles l'exécution de la commission rogatoire a été refusée et, dans le cas de l'article 8, l'autorité à laquelle la commission est transmise.

Art. 10. — L'autorité judiciaire, qui procède à l'exécution d'une commission rogatoire, appliquera les lois de son pays, en ce qui concerne les formes à suivre.

Toutefois, il sera déféré à la demande de l'autorité requérante, tendant à ce qu'il soit procédé suivant une forme spéciale, même non prévue par la législation de l'Etat requis, pourvu que la forme dont il s'agit, ne soit pas prohibée par cette législation.

CAUTION ET DÉPÔT SOLVI.

Art. 11. — Aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposé, à raison soit de leur qualité d'étrangers, soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des Etats contractants, ayant leur domicile dans

* Convention et acte additionnel
relatifs à l'établissement de règles communes
concernant plusieurs matières du droit inter-
national privé.

同、於之締結セラレルん國際私法上ノ條件
 一、(*) 列國盟條約及別約ニ依ルル端典
 外如キ加入又添附申據ニ於テ加入
 ルト趣、凡指何レモ之ニ依ルル 加入
 必存、實際加入セザル義、有テ其ノ不承認
 不承認、依ルル諸事、加入年、其時及以前 加入
 及別約ニ加入手續等ニ依リ、其ニ依ルル 加入
 大車至急在取調、上日回按 加入手續

及此出、本 加入 器具
 申出升

Blank lined area for text.

大正政務局 第六百九十八号

公信第百八号

千八百九十六年十一月二日及千八百九十七
 年五月十日海牙府：於テ白耳義外七
 ヲ國間：於テ締結セラレタル國際私法
 上ノ事件ニ関スル列國同盟條約及別
 約加盟手續并ニ其後該條約ニ加盟
 レタル各國々名等至急取調回報可致
 様去年十二月十四日附送第七〇号信ヲ
 以テ御申越之趣敬承茲候元素右條
 約加盟ノ儀ハ同條約附則第四條ニ
 「千八百九十四年六月乃至七月海牙萬國
 會議ニ參同シタル各國ノ為メ千八百九
 十八年一月一日ニ至ルマデ加盟帳ヲ開キ

千八百九十七

千八百九十八

置クベシト規定有之候ニ依リ、蘭國政府ノ招待ヲ受ケ且ツ會議ニ參同シタル各國ノミニ加盟ヲ許ルモト解セラレ候得共一應其筋ハ問合セ候處其回答兎角遷延ニ涉リ且要領ヲ得サリシ付今般更ニ該條約主任者タル參事院議官「アツセル」氏外務省取調局長「ビルス」氏等ニ就キ委曲相質候處曩ニ蘭國政府ハ國際私法ニ関スル事項協定ノ為メ希臘ヲ除クノ外歐洲各國ニ招待状ヲ發付シ英國ハ其際之ニ贊同ヲ謝絶シ未國ハ初メヨリ招待セラレサリシ依リ此兩國ハ尙論該條約ニ加盟無之

候得共瑞典、獨逸、奧、洪、丁、株、羅馬尼亞、露、西、亞、各國ハ始メヨリ會議ニ參同セシラ以テ（独リ瑞典ハ第二回會議ヨリ參同）漸次之ニ加盟シ其中露、西、亞、及羅馬尼亞ハ漸ク其最終期日（即チ千八百九十七年十二月三十日）ニ至リ加盟調印シタル處有之膏而テ本條約加盟ノ儀ハ全ク同會議ニ參同シタル列國ニ限リ候規定ナルヲ以テ先頃希臘國政府ヨリ加盟申込有之矣、降蘭國政府ハ其紹介ヲ拒絶シタル由ニ有之候事實前陳ノ通りニ候得共兎ニ角同條約ハ改則十五ヶ國間ニ締結セラレタルモ

ノ二有之國條約法上ノ一大進歩ト被認
候ニ付該條約ニ関スル書類計五冊
別紙目錄之通ク便差出候間御落
手相成度將又本條約ニ加盟ノ手續ハ
前陳ノ通りニ有之候兩項日葡國外
務大臣ノ談話ニ依リハ第四回同會議
ハ多分明年ヲ以テ開設可相成趣、有之候
就テハ若シ帝國政府ニ於テ今條約ニ
加盟ノ所希望ニ有之候ハ該會議ニ
參同セラルルニト必要ト存矣其期ニ
先ケ葡國政府ニ於テ同盟列國ト協議
ノ上帝國政府ヘモ招待状發付相成美
様相努メ可申矣間本件ニ関スル帝國

政府、意嚮豫ノ事訓示相成度回答旁
此段申進候散具

明治三十四年四月二十八日

在蘭國

特命全權公使三橋信文



外務大臣加藤高明殿

逕テ本支責公信送第七〇号信中ハ百
九十六年十月二日及千八百九十七年五月
十日トアルハ露歴ト被相認美此段為
念申添奉

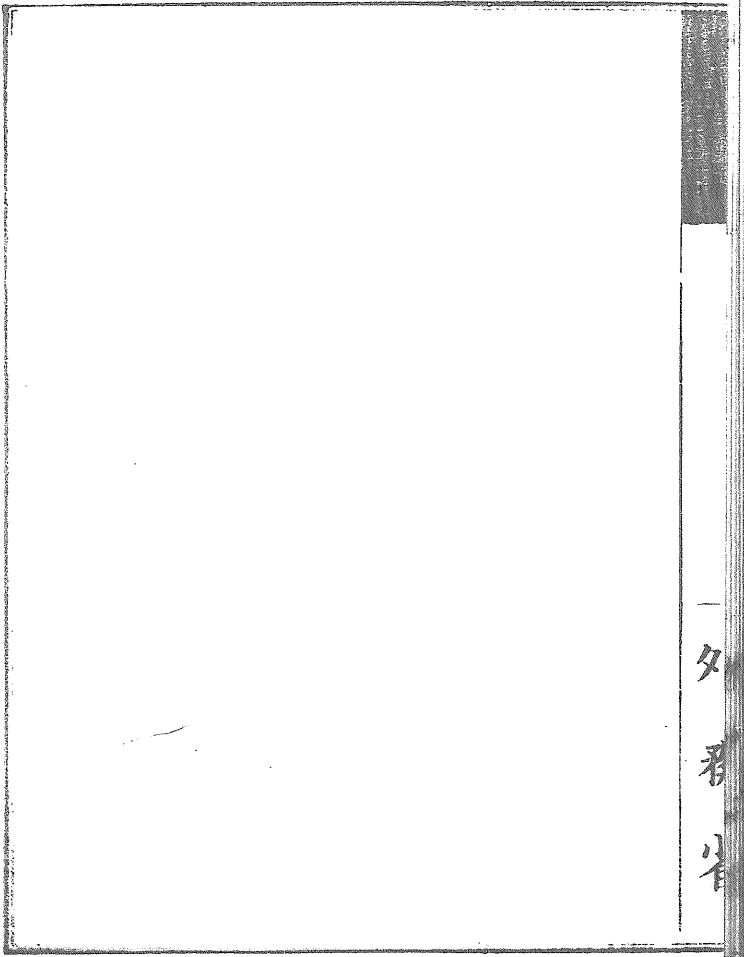
5. Documents Relatifs a la
Troisieme Conference de La
Haye pour le Droit Inter-
national Prive.

Legation du Japon La Haye, le

別
録
付

1. Actes de la Conference de
La Haye Charge de Reglementer
Diverses Matieres de Droit
International Prive (12-27
Septembre 1893) Premier Partie.
2. Do Deuxieme Partie
3. Actes de la Deuxieme Conference
de La Haye Charge de
Reglementer Diverses Matieres
de Droit International Prive
(25 juin - 13 juillet 1894)
4. Actes de la Troisieme
Conference de La Haye Pour le
Droit International Prive
(29 mai - 18 juin 1900)

外
務
省



牡丹屋行
若原川

明治廿四年
四月十日
同
發行

三行
在

五九

百法大臣

公務大臣

公法大臣、多件、國志、刊、其、通、規、則、又、是、條、的、及、的、之、力、也、子、抗、並、是、止、如、也、各、事、而、個、方、義

省之者南宮伯大士身為省者當在大
王之休於也之省在廣平不
公存德之之省在開家右蘭
之省取也也之省在道同也
甲省也越之省在曲也之省在
之省也古之省在周保書之五
冊之保也之省在周保書之五
冊之保也之省在周保書之五

祀載之也也之省在亦以府
於其該條也也之省在亦以府
多也於年開也也之省在亦以府
滿之也也之省在亦以府
蘭也也之省在亦以府
音也也之省在亦以府
力也也之省在亦以府
有也也之省在亦以府

此係 才大主ノ於ノ音子
力學ノ音子七ラノニ義ノ以シテ
此ノ音子ハ何レノ音子ニ
感 悟 改 家 斗
太 大 直 古 書 存 在 且 保 存 命

此一切ノ音子ハ尚書館ニ存
存 送 ノ 下

三十三年九月廿一日

三管 取調課 一 綱

長 函

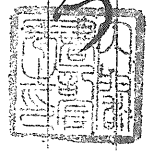
内閣 第三三三 子

受 第一〇九八二 號

總務長官

明治三十四年九月廿日

内閣書記長 柴田 邦 一



外務省 邦 一 氏 由 内 閣 裁 取

秘書長

内閣書記長 柴田 邦 一

七

五

日清通商手続書

國法私法上ノ事項ニ関スル萬國會議

參列ノ件ニ付キ請議

外國ニ於テ爲スヘキ送達及ヒ証拠調ニ付キ民
事訴訟法第五十三條及ヒ第五十一條ノ規定參
照一覽)アルニ未タ訴訟上ノ共助ニ關スル國際條約ノ行
績ナキカ爲メニ其規定ヲ實際ニ適用スルコト能ハ
ス我裁判所ニ於ケル訴訟上外國送達ノ必要ヲ生シ
或ハ外國裁判所ヨリ委託ヲ受ケタル等ノ場合ニ於テ
其手続ノ不備不便ヲ感シタルコト甚ノコト也今ヤ
法權既ニ回復シ外國ニ於ケル送達証拠調等斷
ク將サニ頻繁ナラントスルノ時ニ當リ尙ホ永ク斯ノ
狀態ニ安シスヘカラサルコト勿論ノ儀ニ有テ候歟

各國ニ在テハ法律條約又ハ慣例ニ依リ國外ニ於テモ
或ル程度ヲテ送達其他ノ手續ヲ施スルニ得タルニ
拘ハラズ尚ホ其著及完備ヲ計ラレバ舊ニ千八百五十六
年及ヒ千八百九十七年葡國海牙ニ於テ百五十年義外七
ヶ國間ニ許江上ノ共助ニ圖ル列國共通規則設置
條約及ニ別約(參照三三)ヲ訂結シ後他ノ數ヶ國モ
之ニ加盟シタル孰ニ有之候依テ我邦モ亦此際法律
約ニ加盟スルコトヲ得ハ同盟列國トノ間各別ニ協議
行湛スル煩累モ極メテ便宜ト思料候ニ付キ
加盟ノ手續等調査報告書(參照三三)亦大臣ヨリ
外務大臣ニ照會シ同大臣ヨリ葡國駐在我邦
公使ニ刑令相成候慶別紙(參照三三)ノ通函
ヨリ使ヨリ回報方モ其要ハ千八百九十四年以後三

回海牙ニ於テ開會シタル國際私法上ノ事項ニ関
スル萬國會議ニ參列シタルニ非サレバ加盟ヲ許サレ
ル難キナル付キ我邦政府若シ加盟ノ希望アルニ
於テハ先以テ多ク年開會セラルルハ次會ノ萬
國會議ニ參列スルコトヲ要スルハ任宜ニ因リ葡
國外務大臣ニ於テ豫メ行盟各國ト協議シ我邦
政府ニ招待状ヲ送スルコトヲ相努メ申スルハ旨ニ有
之候右萬國會議ハ許江上ノ共助ノ外一切ノ國際
私法上ノ事項ヲ審議シ列國共通規則ヲ設置
スルヲ以テ目的トスルモニシテ之ニ參列スルハ既成
ノ條約ニ加盟スル爲メニ必要ナルノミナラス將來續
出スル中國際私法上ノ事項ヲ處理スル爲メニモ
最モ有益ナルハ千八百九十年參列希望ノ旨相當ノ方法ニ依

ノ蘭國政府ニ通知相成候様致此段蘭儀
可儀ノ

明治三十四年九月十日

司法大臣清浦奎吾

内閣法律局長藤田有吉

司法省第一〇五號

受第一三二四號

本年七月十日送第五九號ノ以テ國
際私法上ノ事項ニ関スル萬國會議
參列ノ件ニ付テ御照會ノ趣有之候
處別紙甲號ノ通請議ノ上乙號ノ通
閣議決定相成候ニ付テ此段及回報
候也

明治三十四年十月二日

司法大臣清浦奎吾



外務大臣小村壽太郎殿

三楊之反





Vertical text on the right side, possibly a title or reference.

Vertical text on the right side, possibly a title or reference.

Vertical text on the right side, possibly a title or reference.

Main vertical text columns on the right page, containing various characters and possibly a date.

甲

司法省第七八二號

國際私法上ノ事項ニ関スル萬國會

議參列ノ件ニ付キ請議

Main vertical text columns on the left page, containing the main body of the document.

安ニスヘカラサルコト勿論ノ儀ニ有之候歐洲
各國ニ在テハ從前條約又ハ慣例ニ依リ國外ニ
於テモ或ル程度マテ送達其他ノ手續ヲ施行シ
得タルニ拘ハラヌ尚ホ其普及完備ヲ計ランカ
為メニ千八百九十六年及ヒ千八百九十七年蘭
國海牙ニ於テ白耳義外七ヶ國間ニ訴訟上ノ共
助ニ関スル列國共通規則設置條約及ヒ別約參
照三辨ヲ訂結シ後他ノ數ヶ國モ之ニ加盟シタル
趣ニ有之候依テ我邦モ亦此際該條約ニ加盟ス
ルコトヲ得ハ同盟列國トノ間各別ニ協議訂約
スニキ煩累無之極メテ便宜ト思料候ニ付キ加
盟ノ手續等調査報告方彙ニ本大臣ヨリ外務大
臣ニ照會シ同大臣ヨリ蘭國駐在我邦公使ニ訓

令相成候處別紙參照三辨ノ通同公使ヨリ回報有
之其要ハ千八百九十四年以後ニ回海牙ニ於テ
開會シタル國際私法上ノ事項ニ関スル萬國會
議ニ參列シタルニ非サレハ加盟ヲ許サザル趣
旨ナルニ付キ我邦政府若シ加盟ノ希望アルニ
於テハ先以テ多分明年開會セラレヘキ次回ノ
萬國會議ニ參列スルコトヲ要スヘク仕宜ニ依
リ蘭國外務大臣ニ於テ豫メ訂盟各國ト協議シ
我邦政府ニ招待狀ヲ發スルコトニ相努メ申ス
ヘキ旨ニ有之候右萬國會議ハ訴訟上ノ共助ノ
外一切ノ國際法上ノ事項ヲ審議シ列國共通規
則ヲ設置スルヲ以テ目的トスルモノニシテ之
ニ參列スルハ既成ノ條約ニ加盟スル為メニ必

要ナルノコトヲス將來續出ス、キ國際私法上ノ事項ヲ處理スル為メニモ最モ有益ナルニ付キ参列希望ノ旨相當ノ方法ニ依リ蘭國政府ニ通知相成候様致度此段閣議ヲ請フ

明治三十四年九月十七日

司法大臣清浦奎吾

内閣總理大臣子爵桂 太郎 殿

参照幕尾

民事訴訟法

第百五十三條 前條ノ場合ヲ除ク外外國ニ於テ施行ス可キ送達ハ外國ノ管轄官廳又ハ外國ニ駐在スル帝國ノ公使又ハ領事ニ囑託シテ之ヲ為ス

(参照)

第百五十二條 外國ニ在ル本邦ノ公使及ヒ公使館ノ官吏並ニ其家族従者ニ對スル送達ハ外務大臣ニ囑託シテ之ヲ為ス

第百八十一條 外國ニ於テ為ス可キ証據調ハ外國ノ管轄官廳又ハ其國駐在ノ帝國ノ公使若シハ領事ニ囑託シテ之ヲ為ス其囑託ニ付テハ第百五十二條及ヒ第百五十五條ノ規定ヲ準用ス

千八百九十六年十一月二日及千八百九十七年

五月十日海牙府ニ於テ締結セラレタル國際私

法上ノ事項ニ関スル列國同盟條約

佛蘭西共和國大統領、白耳義國皇帝陛下、西班牙國皇帝陛下ノ名ヲ以テ政ヲ攝スル皇太后陛下、以テ利國皇帝陛下、盧森堡國大公拿埒公殿下、和蘭國皇帝陛下ノ名ヲ以テ政ヲ攝スル皇太后陛下、葡萄牙國及ヒアルガルブ國等ノ皇陛下、瑞西聯邦政治ノ民事訴訟法ニ関スル國際私法上ノ諸般ノ事項ニ付キ共同規則ヲ設定ヒンコトヲ希望シ之カ爲メ條約ヲ締結スルニ決定シ各其全權委員ヲ任命セリ(委員氏名省略)

因テ各全權委員ハ其全權委任狀ヲ示シ其良好妥當ナルヲ認メ左ノ諸条ヲ協定セリ

一 訴訟上又ハ訴訟外ノ書類ノ送達

第一條 民事又ハ商事ニ関シ外國人ニ對スル書類ノ送達ハ條約國間ニ於テハ一ノ條約國ノ檢事局ノ官吏又ハ裁判所ヨリ他ノ國ノ管轄官廳ニ宛テタル請求ニ依リテ之ヲ為ス

請求書ノ送付ハ兩國官廳間ニ直接通信ノ許サレサル限リハ外交機關ヲ經テ之ヲ為ス

第二條 送達ハ請求ヲ受ケタル官廳之ヲ為シ領土内ニ於テ送達ノ施行アルハキ國ノ主權又ハ公使ヲ害スルキ性質ノモノト認ムルトキハ外之ヲ拒ムコトヲ得ス
第三條 送達ノ證明ヲ為スニハ日附ノ記載及ビ署名ノ認證アル受領書又ハ請求ヲ受ケタル官廳ノ送達ノ事實及ビ日附ヲ記載シタル證明書ヲ以テ足ル

受領又ハ證明ハ送達書類ノ副本中之カ為メニ送付セラレタルモノニ之ヲ記載シ又ハ其書面ヲ添附スヘシ
第四條 前數條ノ規定ハ左ノ權能ヲ妨ケス

一 外國ニ在ル利害關係人ニ郵便ヲ以テ直接ニ書類ヲ送ル權能

二 送達ノ施行アルハキ國ノ公使又ハ管轄官廳ヲシテ直接ニ送達ヲ為サレムル利害關係人ノ權能

三 外交官又ハ領事官ヲシテ外國人ニ對スル送達ヲ為サレムル各國ノ權能

前各号ニ掲ケタル權能ハ關係國ノ法律又ハ關係國ノ間ニ結ハレタル條約ヲ以テ認めラレタルトキニ限り存スルモノトス

二 訴訟行為ノ囑託

第五條 民事又ハ商事ニ関シ條約國ノ司法官廳ハ其國
法ノ規定ニ從ヒ他ノ條約國ノ管轄官廳ニ對シ其官廳
ノ管轄内ニ於テ證據調又ハ其他ノ訴訟行為ヲ為スコ
トヲ囑託スルコトヲ得

第六條 囑託書ノ送付ハ兩國ノ官廳間ニ直接通信ノ許
サレサル限リハ外交機關ヲ經テ之ヲ為ス

受託國ノ國語ヲ以テ囑託書ヲ作ラサル場合ニ於テハ
兩關係國ノ間ニ協定セラレタル國語ヲ以テ作りタル
譯文ヲ添附スルコトヲ要ス但反對ノ定アルトキハ此
限ニ在ラス

第七條 囑託ヲ受ケタル司法官廳ハ其囑託ニ應スルコ
トヲ要ス但左ノ場合ニ限リ之ニ應スルコトヲ拒ムコ
トヲ得

一 書類ノ公正ナルコトヲ證明セラレサルトキ

ニ 受託國ニ於テ囑託ノ施行ヲ司法裁判所ノ權限ニ屬
セサルトキ

其他領土内ニ於テ囑託ノ施行アルニキ國方其主權又
ハ公安ヲ害スヘキ性質ノモノト認めルトキハ其施行
ヲ拒ムコトヲ得

第八條 受託官廳ノ管轄違ナル場合ニ於テハ英國法ノ
規定ニ從ヒ職權ヲ以テ同國ノ管轄官廳ニ囑託ヲ移付
スル

第九條 囑託ヲ受託官廳ニ依リ施行セラレサル一切ノ
場合ニ於テ其官廳ハ直テニ其旨ヲ囑託官廳ニ通知ス
ルニ但第七條ノ場合ニ於テハ囑託ノ施行ヲ拒ム理由
第八條ノ場合ニ於テハ囑託ヲ移付シタル官廳ヲ指示

スヘシ

第十條 囑託ヲ施行スル司法官廳ハ其法式ニ関シテハ

英國ノ法律ヲ適用スヘシ

囑託官廳ハ受託國ノ法律ヲ以テ規定セラレサル特別
ノ法式ニ從ヒテ手續ヲ為スヘキコトヲ請求スルコト
ヲ得但其手續カ受託國ノ法律ニ依リテ禁止セラレサ
ル場合ニ限ル

三 訴訟上ノ保證

第十一條 條約國ノ人民ハ一ノ條約國ニ住所ヲ有スル
トキハ他ノ條約國ノ裁判所ニ於テ原告又ハ参加人ト
ナルトキ外國人ナルノ故又ハ英國ニ住所若クハ居所
ヲ有セサルノ故ヲ以テ如何ナル名義ニ依リテモ保證
又ハ供託ヲ命セラレ、コトナシ

第十二條 第十一條ノ規定ニ依リ又ハ訴カ提起セラレ

タル國ノ法律ニ依リ保證又ハ供託ヲ免除セラレタル
原告又ハ参加人ニ對シ一ノ條約國ニ於テ言渡サレタ
ル訴訟費用ノ裁判ハ各條約國ニ於テ管轄官廳ニ依リ
英國ノ法律ニ從ヒテ執行力ヲ付セラルヘシ

第十三條 管轄官廳ハ左ノ事項ニ限リ調査スヘシ

一 裁判ノ正本カ其言渡アリタル國ノ法律ニ從ヒ公
正カヲ有スル為メニ必要ナル條件ヲ具備セシヤ
否ヤ

二 裁判カ同一ノ法律ニ從ヒ確定シタルヤ否ヤ

四 訴訟上ノ救助

第十四條 各條約國ノ人民ハ他ノ條約國ニ於テ其國ノ
法律ニ從ヒ其國ノ人民ト同一ニ訴訟上ノ救助ヲ受ク

ハシ

第十五條 何レノ場合ニ於テモ外國人ノ普通ノ居所若
シ普通ノ居所ナキトキハ其現在ノ居所ノ官廳ハ無資
力ノ證明ヲ附共シ又ハ其申立ヲ受ルルコトヲ要ス
請求者カ其請求ヲ為ス國ニ住居セサル場合ニ於テハ
書類ノ提出セラレハキ國ノ外交官又ハ領事官無償ニ
テ無資力ノ證明書又ハ申立書ニ認證スヘシ

第十六條 無資力ノ證明書ヲ附共シ又ハ其申立ヲ受ル
ルコトニ付テハ管轄官廳ハ他ノ條約國ノ官廳ニ對シ
請求者ノ資産ニ関スル報告ヲ求ムルコトヲ得
訴訟上ノ救助ノ請求ニ付テ裁判スヘキ官廳ハ其職權
ノ範圍ニ於テ提供セラレタル證明書又ハ申立書及ヒ
報告書ヲ審査スル權利ヲ保有ス

五 拘留

第十七條 拘留ハ民事又ハ商事ニ関シ執行方法又ハ保
存處分トシテ本國ノ人民ニ對シ之ヲ行フコトヲ得サ
ル場合ニ於テハ各條約國ニ屬スル外國人ニ對シテモ
之ヲ行フコトヲ得ス

附則

第一條 本條約ハ之ヲ批准シ其批准ハ成ルヘク速ニ海
牙ニ提出セラレハシ

第二條 本條約ハ批准提出ノ日ヨリ五ヶ年間其効力ヲ
有スヘシ

第三條 本條約ハ一ノ條約國ヨリ期間滿了前六ヶ月内
ニ解除ノ通知ヲ為サハル限リハ五ヶ年毎ニ暗黙ニ更
新セラレハシ

解除ハ其通知ヲ爲シタル一國又ハ數國ニ對シテノミ
其効力ヲ生シ其他ノ條約國ニ對シテハ本條約ノ執行
カヲ繼續スルシ

第四條 本條約加入ノ議定書ハ千八百九十四年六月七
月海牙ノ會議ニ興リタル各國ノ爲メ千八百九十八年
一月一日マテ開披セラレハシ

右證據トシテ各國ノ全權委員ハ本條約書ニ記名調印セ
リ
千八百九十六年十一月十四日海牙ニ於テ原本一通ヲ作
リ之ヲ和蘭國政府ノ記録中ニ保管シ外交機關ヲ經テ條
約國及ビ加入國ニ其認證アル謄本ヲ交附スルシ

(各全權委員記名)

追加議定書

千八百九十六年十一月十四日國際私法條約ノ記名國々
ル自耳義佛蘭西以太利蘆森堡和蘭葡萄牙瑞西及ビ加入
國タル瑞典諾威ノ政府ハ本條約ヲ追加スルヲ便宜ナリ
ト認メ各全權委員ハ互ニ其委任狀ヲ示シ其良好妥當ナ
ルヲ認メ左ノ數條ヲ協定セリ

第十一條追加 第十一條ニ掲ケタル住所ノ條件ヲ必要
トセザルニトニ付キ特別條約ヲ締結シタル本條約國
ノ人民ハ特別條約ヲ締結シタル國ニ於テハ其條約ニ
規定セラレタル場合ニ於テハ本條約國ニ住所ヲ有
セザルトキトモ第十一條ニ記載シタル保證及ビ供
託ヲ免除セラレハシ

附則第一條及ビ第二條追加 批准ノ提出ハ條約國ノ多
數カ準備ヲ了リタルトキハ直チニ爲スコトヲ得ハシ

提出ニ付テハ調書ヲ作り外交機關ヲ經テ各條約國ニ
其認證アル謄本ヲ交付スヘシ

本條約ハ前項ノ調書ノ日附ヨリ四週間ノ後實施セテ
ルヘシ

第二條ノ掲ケタル五年ノ期間ハ前項ノ日附後ニ批准
ノ提出ヲ為シタル條約國ニ對シテモ其日附ヨリ始マ
ルヘシ

附則第三條追加 「満了前六ヶ月内ニ解除ノ通知ヲ為サザ
ル限リ」トアル語ハ通知ハ満了ヨリナクモ六ヶ月前
ニ為スコトヲ要スル意義ニ解スヘシ

追加議定書ハ本條約ノ一部ヲ為シ之ト同時ニ批准セラ
ルヘシ

右證據トシテ各國ノ全權委員ハ此追加議定書ニ記名調

印セリ

千八百九十七年五月二十二日海牙ニ於テ原本一通ヲ作
リ之ヲ和蘭國政府ノ記録ニ保管シ外交機關ヲ經テ各條
約國及ニ加入國ニ其認證アル謄本ヲ交付スヘシ

(各全權委員記名)

提議ニ付テハ、編纂ノ作リ外、文獻、明ク経テ各條約國ノ
其、疑難アリハ、謄本ヲ交付スルニ

本條約ノ前項ノ、編纂、日附ヨリ、四週間、後實施スル
ルニシ

第一條ノ、特ダ、五ノ年、期間ノ、前項ノ、日附後、其後
ノ、疑難アリハ、爲シタリ、條約國ノ、對シテ、其日附ヨリ、始メ

ノ、疑難アリハ、爲シタリ、條約國ノ、對シテ、其日附ヨリ、始メ

ノ、疑難アリハ、爲シタリ、條約國ノ、對シテ、其日附ヨリ、始メ

ノ、疑難アリハ、爲シタリ、條約國ノ、對シテ、其日附ヨリ、始メ

ノ、疑難アリハ、爲シタリ、條約國ノ、對シテ、其日附ヨリ、始メ

蘭國駐在邦公使ヨリ外務大臣ニ宛テタル
回報書

千八百九十六年十一月二日及千八百九十七年
 五月十日海牙府ニ於テ白耳義外七ヶ國間ニ於
 テ締結セラレタル國際私法上ノ事件ニ関スル
 列國同盟條約及別約加盟手續並ニ其後該條約
 ニ加盟シタル各國々名等至急取調回報可致様
 去年十二月十四日附送第七〇号信ヲ以テ御申
 越ノ趣敬承致候元末右條約加盟ノ儀ハ同條約
 附則第四條ニ「千八百九十四年六月乃至七月海
 牙萬國會議ニ参同シタル各國ノ爲メ千八百九
 十八年一月一日ニ至ルマテ加盟帳ヲ開キ置ク
 へ」ト規定有之候ニ依リ蘭國政府ノ招待ヲ受
 ケ且ツ會議ニ参同シタル各國ノ此ニ加盟ヲ許

蘭國租界在任... (The text is extremely faint and mostly illegible, appearing to be a list of names or locations.)

スモノト解セラレ候へ共一應其筋へ問合候處
其回答兎角遷延ニ涉リ且要領ヲ得サリシニ付
今般更ニ該條約主任者タル参事院議官「アツセ
ル氏外務省取調局長」ビルス氏等ニ就キ委曲相
質候處曩ニ蘭國政府ハ國際私法ニ関スル事項
協定ノ為メ希臘ヲ除リノ外歐洲各國ニ招待狀
ヲ發付シ英國ハ其際之ニ賛同ヲ謝絶シ米國ハ
初メヨリ招待セラレサリシニ依リ此兩國ハ勿
論該條約ニ加盟無之候へ共瑞典獨逸、埃、洪、丁、株
羅馬、尼、露、西、亞、各國ハ初メヨリ會議ニ卷同セ
シヲ以テ獨リ瑞典ハ弟ニ回會議ヨリ卷同漸次
之ニ加盟シ其中露西亞及羅馬、尼、漸ク其最終
期日ニ即テ千八百九十七年十二月三十一日ニ

至リ加盟國調印シタル趣ニ有之候而テ本條約
加盟ノ儀ハ全リ同會議ニ參同シタル列國ニ限
リ候規定ナルヲ以テ先頃希臘國政府ヨリ加盟
申込有之候際蘭國政府ハ其紹介ヲ拒絶シタル
由ニ有之候
事實前陳ノ通ニ候へ共兎ニ角同條約ハ歐洲十
五ヶ國間ニ締結セラレタルモノニ有之國際私
法上ノ一大進歩ト被認候ニ付該條約ニ関スル
書類計五冊別紙目錄ノ通今便差出候間御落手
相成度將又本條約ニ加盟ノ手續ハ前陳ノ通ニ
有之候處頃日當國外務大臣ノ談話ニ依レハ弟
四回同會議ハ多分明年ヲ以テ開設可相成趣ニ
有之候就テハ若シ帝國政府ニ於テ同條約ニ加

盟ノ御希望モ有之候ハ、該會議ノ参同セラルルコト必要ト存候間其期ニ先テ當國政府ニ於テ同盟列國ト協議ノ上帝國政府ノモ招待狀發付相成候様相努メ可申候間本件ニ関スル帝國政府ノ意嚮豫メ御訓示相成度回答旁此段申進候致具

明治三十四年四月二十八日

在蘭國

特命全權公使三橋信方

外務大臣加藤高明殿

進テ本文貴公信送第七〇号信中千八百九十七年十月二日及千八百九十七年五月十日トアル露曆ト被相認候此段為念申添候也

内閣批第一〇六號

明治三十四年九月十七日 批第七八二号

國際私法上事項ニ関スル萬國會議參列ノ件請議ノ通

明治三十四年九月廿一日

内閣總理大臣子爵桂太郎

盟、御希望之有之候、誠今議、本國、
 此口、必要ト存候間、其期、先、當國政府、
 同盟列國、協議、上帝國政府、
 相成候様相努、可中候間、本件、開、
 政府、意嚮、御訓、示相成度、同答、此致、
 候、敬具、

明治三十四年四月二十八日

内閣總理大臣 大谷 友武 閣議決
 閣議三十四年四月二十八日

内閣總理大臣 大谷 友武 閣議決
 閣議三十四年四月二十八日
 内閣總理大臣 大谷 友武 閣議決
 閣議三十四年四月二十八日
 内閣總理大臣 大谷 友武 閣議決
 閣議三十四年四月二十八日

明治三十四年十月二日起草
 同、年十月八日發遣

政務局長

少佐

主任



送第

左衛門

三松

少部外務大臣

去際私法上ノ事項ニ関スル事、合議決列

非

本年四月廿八日(即)信才(一)部(一)以(一)他(一)國(一)海(一)軍(一)府(一)統(一)率(一)之(一)

自(一)身(一)義(一)外(一)七(一)十(一)國(一)締(一)結(一)七(一)三(一)三(一)國(一)際(一)公(一)法(一)上(一)事(一)件(一)中(一)國(一)之(一)

列(一)士(一)同(一)盟(一)條(一)約(一)及(一)別(一)約(一)加(一)盟(一)之(一)條(一)等(一)國(一)之(一)條(一)中(一)英(一)美(一)法(一)

其(一)本(一)自(一)必(一)希(一)士(一)政(一)府(一)統(一)率(一)之(一)條(一)約(一)加(一)盟(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)

議(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

同(一)盟(一)列(一)士(一)同(一)盟(一)條(一)約(一)上(一)我(一)國(一)之(一)政(一)府(一)統(一)率(一)之(一)條(一)約(一)上(一)我(一)國(一)之(一)政(一)府(一)統(一)率(一)之(一)

沙(一)日(一)配(一)有(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)

本(一)報(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

招(一)美(一)士(一)會(一)議(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)

項(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)

之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)其(一)中(一)之(一)條(一)約(一)必(一)要(一)下(一)存(一)在(一)之(一)事(一)也(一)